

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 27/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENKEL France Opérations SAS

299 RUE PIERRE MORIN
BP 438
69400 Villefranche-sur-Saône

Références : [UDR-CTESSP-23-259-FV](#)

Code AIOT : 0006103547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement HENKEL France Opérations SAS implanté 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2009, modifié par l'arrêté du 16 septembre 2022.

Par arrêté du 9 octobre 2023, le préfet a placé en situation de crise la situation des nappes sur l'axe Saône où est situé le site.

La présente inspection a pour objet de faire un point sur le respect de certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation modifiée et de l'arrêté cadre sécheresse du 20 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENKEL France Opérations SAS
- 299 Rue Grange Morin ZI NORD 69400 Arnas
- Code AIOT : 0006103547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Henkel France Operations a pour activité principale sur son site d'Arnas la fabrication de colles et de mastics à usage industriel : colles thermofusibles (ou Holt Melt), colles polyuréthanes, mastics à chaud et à froid. Il s'agit essentiellement de fabrication et transformation de polymères (rubriques 3410 et 2661).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau, Air, Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors Constat : Par courrier du 10 novembre 2022, l'exploitant a indiqué installer une cuve de fioul afin d'anticiper une éventuelle coupure de gaz. Le courrier comprend une analyse proportionnée des risques. L'analyse ne montre pas de dangers et inconvénients significatifs. L'exploitant indique que la cuve sera installée à plus de 8 m des bâtiments après consultation du SDIS de Villefranche. Elle sera également située à plus de 10 m des limites de propriétés. Dans ces conditions, l'Inspection considère que la modification n'est pas substantielle et qu'elle relève de l'entière responsabilité de l'exploitant d'un site régi par la réglementation des ICPE.

L'Inspection a par ailleurs constaté que les murs côté extérieur du site des bâtiments M2, M3, M4 et M5 ont fait l'objet de travaux (bardage neuf). L'exploitant indique qu'il s'agit des travaux de mise en conformité demandée précédemment (murs E120).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets ateliers	Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Art.2 §2.2.1	/	Voir demande ci-dessous - Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Surveillance rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Annexe 3	/	Voir demande ci-dessous - Lettre de suite préfectorale	12 mois
7	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Voir demande ci-dessous - Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cuve Fioul	Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article 1.5	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
5	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Art.2 §6.5.6	/	Sans objet
6	Moyen d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Art.2 §6.5.4 et §6.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant répond globalement à ses obligations réglementaires, parfois avec retard sur les délais prescrits.

L'exploitant explique essentiellement ces retards par la nécessité de budgéter les travaux.

Il doit améliorer sa connaissance de ses rejets en COV et solvants aussi bien quantitativement que qualitativement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cuve Fioul

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité au dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore mis en place la cuve de fioul envisagée dans le porter à connaissance du 10 novembre 2022. Un brûleur fioul a cependant été installé sur la chaudière. L'exploitant indique par ailleurs qu'une éventuelle coupure de gaz anticipée plus de 12h avant et pouvant durer plus de 2j peut rendre inutilisable certaines cuves de matières premières (prise des matières premières dans les cuves non maintenues en température).

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles dont la consommation est < à 7000 m3/an :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en oeuvre des dispositions au moins temporaires de prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations • Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées • Pour les activités disposant d'un AP fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a vérifié deux des trois compteurs principaux. Les quantités indiquées par les compteurs sont cohérentes avec celles relevées par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant indique avoir diminué de moitié sa consommation d'eau depuis 2010. La quantité d'eau consommée était de 5600m3 en 2022. Pour la période de janvier à septembre 2023, la consommation relevée par l'exploitant est de 3340m3. L'exploitant indique relever quotidiennement les compteurs intermédiaires du site afin de détecter d'éventuelles fuites. Il indique d'autre part ne pas réaliser d'opérations exceptionnelles consommatrices d'eau.</p> <p>Observation : l'Inspection recommande à l'exploitant d'assurer une veille sécheresse. La préfecture du Rhône et la DREAL ont mis en place des pages Internet d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> - https://www.rhone.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-developpement-durable-risques-naturels-et-technologiques/Eau/Secheresse - https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/secheresse-et-icpe-r5667.html
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets ateliers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Art.2 §2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>les rejets de la pompe à vide de l'atelier polyuréthane sont raccordés au système d'aspiration de l'atelier sous un an à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant justifiera de la conformité du rejet du nouveau système d'aspiration des ateliers Hotmelt et Mastics aux prescriptions des articles 52 à 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sous trois mois. En cas de non conformité, la cheminée sera mise en conformité par rapport à ces prescriptions sous un an à compter de la notification du présent arrêté..</p> <p>Le rejet à l'atmosphère de l'atelier polyuréthane sera conforme à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (articles 52 à 27) sous un an à compter de la notification du présent arrêté.</p>

Constats :

L'Inspection a constaté que les pompes à vide de l'atelier polyuréthane ont été connectées au point de rejet principal.

L'exploitant a indiqué que la mise en conformité du point de rejet de l'atelier polyuréthane est prévue pour août 2024 car cela nécessite la mise à l'arrêt de l'installation pour une longue durée.

L'exploitant a présenté à l'Inspection une proposition commerciale validée le 20 octobre 2023.

L'exploitant indique par ailleurs que le retard par rapport au délai prescrit est dû essentiellement à des délais pour débloquer les fonds nécessaires aux travaux.

Le rapport de mesures de rejets de l'atelier Hotmelt et Mastic du 13/06/22 présenté par l'exploitant indique que la hauteur de la cheminée est supérieure au 10 m minimum mais ne justifie pas du respect des prescriptions complémentaires des articles 52 à 56 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Demande 1 : l'Inspection demande à l'exploitant de justifier sous trois mois du respect des dispositions des articles 52 à 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour les rejets des ateliers Hotmelt/Mastic et polyuréthane.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Annexe 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau [de l'annexe 3]

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur les rejets et paramètres suivants :

- rejet Ateliers Hot Melts/Mastics : - débit
- teneur en oxygène
- poussières
- COV
- COV spécifiques

- rejet Atelier PU : - débit
- teneur en oxygène
- poussières
- COV
- COV spécifiques

Constats :

<p>L'exploitant a présenté à l'Inspection le rapport de mesures du rejet commun des ateliers Hotmelt et Mastic du 13 juin 2022.</p> <p>La prochaine mesure est prévue le 10 novembre 2023 d'après l'exploitant.</p> <p>Les concentrations et flux en COV (13,8mg/m³, 0,245kg/h) et Poussières (0,6mg/m³, 0,01kg/h) sont conformes aux prescriptions applicables (COV : 110mg/m³, 1,6 kg/h, poussières : 30mg/m³, 1,45kg/h).</p> <p>L'exploitant indique que les COV spécifiques seront mesurés lors de la prochaine mesure.</p> <p>L'exploitant indique que les rejets de l'atelier polyuréthane n'ont pu être analysés faute de conditions de rejets conformes (mise en conformité prévue en août 2024).</p> <p>Demande 2 : l'Inspection demande à l'exploitant de déterminer les COV spécifiques susceptibles d'être émis (p.ex. à partir des fiches de données de sécurité des différents produits utilisés).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Art.2 §6.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En sus du bassin de confinement de 800m³, l'exploitant doit disposer d'une rétention d'eaux d'extinction incendie de 125 m³ n'utilisant pas les voiries de desserte ni celles destinées à la circulation des engins de secours. Ces voies ne doivent être en aucun cas contaminées par les eaux d'extinction.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un tableau détaillant l'ensemble des rétentions présentes sur le site ainsi que leur volume.</p> <p>Le volume de la rétention principale indiquée est de 888m³.</p> <p>Aussi pour le bâtiment M4 (bâtiment majorant), une capacité de rétention de 65m³ supplémentaire correspondant au quai de déchargement est indiquée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyen d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2009, article Art.2 §6.5.4 et §6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose à minima:</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 3 appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) privés dont un implanté à 200 mètres au plus près du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc.,

Les trois poteaux du site délivrent une ressource en eau incendie d'a minima 150 m3/h à 1 bar en simultanée
Une vérification (mesure ou modélisation) périodique (a minima annuelle) de la disponibilité du débit en simultanée à 1 bar sur les trois poteaux du site est réalisée
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des débits des poteaux incendie du site du 15 avril 2022. L'Inspection constate que l'unité n'est pas indiquée pour le débit. L'exploitant indique qu'il s'agit de L/min. Dans ces conditions le débit simultané des 3 poteaux à 1bar est supérieur à 150m3/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant indique utiliser environ 45 t/an de solvants, essentiellement dans l'atelier polyuréthane. Il présente à l'Inspection un plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2022. L'Inspection constate que les rejets atmosphériques ne sont pas évalués. L'exploitant explique qu'ils pourront être évalués lorsque le système d'évacuation aura été mis en conformité. Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les plastifiants ne sont pas des solvants à leur température d'utilisation.
Demande 3 : L'Inspection demande à l'exploitant de vérifier si les plastifiants sont susceptibles d'être considérés comme des solvants à leur température d'utilisation. Le cas échéant, ils devront être intégrés au PGS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois